



Les Gilets Jaunes

LE COMBAT CITOYEN

Démocratie, Justice, RIC, Décroissance jaune

VIOLENCE : quelle(s) violence(s) ?

A l'heure où les urgences sociales et climatiques se font pressantes, et poussent à multiplier des actions qui réveillent, les gouvernements récents banalisent la violence d'État avec l'usage injustifié de la force physique, détenue presque exclusivement par des instances dotées d'équipements lourds, agressifs, nombreux et... extrêmement coûteux nommées « Forces de l'Ordre ».

Les médias insistent sur le spectacle d'actes de violence pendant les manifestations et stigmatisent ceux que l'on appelle les « radicalisés », les « casseurs », les « ultras » ... MAIS...

Que dire de toutes les violences subies par une partie du peuple ?

La violence économique et sociale assumée et organisée par le capitalisme le plus inhumain : emplois sous-payés, fiscalité inégalitaire, mal-logement, services publics exsangues, droit du travail détricoté par les lois Pénicaud et El-Khomri, spéculation sur les biens de première nécessité...

La violence politique et judiciaire, violence d'État qui vise surtout à ne pas venir déranger l'ordre établi par les plus puissants et leurs valets qui se gavent. Depuis trois décennies, les prérogatives des forces de l'ordre ont été élargies : brigades et armements plus agressifs (BRAV-M largement dénoncée entre autres), recours à l'accusation d'outrage et rébellion contre agents « dépositaires de l'autorité publique » pour contrer les possibles plaintes de citoyens pour violences policières. La Commission nationale de déontologie de la sécurité est dissoute. Un ensemble de mesures législatives vise à renforcer les pouvoirs des « forces de l'ordre » et à étendre les conditions d'usage de leurs armes au-delà de la légitime défense. La justice

est aux ordres d'acteurs non élus : préfets et procureurs carriéristes. Le gouvernement non élu aux ordres du Président de la République se moque totalement du Parlement.

La violence psychologique et médiatique qui stigmatise ceux qui osent dénoncer injustices, excès financiers, corruption des élus, des gouvernants, des riches, s'accompagne d'une violence des propos qui culpabilisent les modestes, les précaires, les handicapés et malades qui seraient, eux, des « profiteurs » de l'argent public.

Encourageant et récompensant les usages inappropriés de la force, en récusant même leur existence, le gouvernement fait ainsi des violences policières une violence d'État inadmissible et pourtant coutumière, suscitant même la désapprobation de nombreuses instances internationales, hélas trop timorées pour défendre le Droit (exemple les plaintes déposées auprès de Tribunaux internationaux par les nombreux Gilets Jaunes victimes de blessures effroyables et classées sans suite).

« L'État de Droit » ? Un leurre ! Notre Justice, à bout de souffle, ne peut plus accomplir dignement sa mission.

Toutes ces situations, ne sont-elles pas les **VÉRITABLES VIOLENCES** ? N'est-ce pas la violence d'État, la pire qui soit ? Car elle fracture notre société entre les citoyens qui ne seront pas inquiétés car dociles et les citoyens « nuisibles » car lucides et militants ou justement rebelles ?

La violence réactionnelle individuelle ou collective venue du peuple que nos gouvernants dénoncent à grands cris de vierges effarouchées n'est que le résultat désespéré de citoyens qui n'ont aucun moyen efficace de faire entendre un point de vue et des solutions alternatifs.

La vraie violence aujourd'hui est la violence que subit une grande partie de notre peuple bafoué.

Si chaque année, nous célébrons le 14 juillet et qu'aujourd'hui nous acceptons cette violence d'État, sommes-nous cohérents ?



Rejoins la lutte !

www.gjnancyportesud.fr

